

Si mineurs

LES ENFANTS
MIGRANTS
AU QUOTIDIEN

2/6



L'école, passerelle essentielle

L'école en
temps d'exil, [p.3](#)

Ces élèves qui ont
le feu sacré, [p.7](#)

Le droit à l'éducation : une évidence mais...

BENOIT VAN KEIRSBILCK, directeur de « Défense des enfants international Belgique »



Je n'aime pas la violence de la guerre. Les enfants ont toujours peur d'aller à l'école parce qu'il y a la guerre, témoignait une jeune fille de 15 ans, originaire de Syrie, dans le cadre d'un projet « Les enfants migrants et réfugiés en Belgique prennent la parole » initié par l'UNICEF Belgique.

C'est une évidence : l'éducation est un droit fondamental. Encore plus pour les enfants en demande de protection internationale, pour qui c'est un facteur clé d'intégration et de préparation de leur avenir. La majorité

de ces enfants en sont d'ailleurs bien conscients ; ils s'investissent dans leur scolarité et font des progrès rapides. Ils aiment l'école et font preuve d'une motivation hors du commun.

La Belgique l'a d'ailleurs bien compris puisque des classes d'accueil pour primo-arrivants existent depuis longtemps (OKAN du côté flamand, DASPA du côté francophone) et le droit à la scolarité est garanti (parfois de manière trop restrictive¹), indépendamment du statut migratoire, même pour les enfants « sans papiers ».

Ces enfants voient dans l'école un lieu d'apprentissage, certes, mais aussi de rencontres, d'échanges, de création de liens, de rupture de l'isolement. Ce n'est pas si différent des autres enfants. Mais leur contexte de vie, leur histoire personnelle, leur besoin de se reconstruire, de stabilité et de repères, de comprendre leur nouvel environnement de vie, donnent une dimension particulière à la fréquentation de l'école.

Pourtant, les procédures de séjour auxquels ces enfants et leurs parents sont confrontés, l'incertitude des perspectives d'avenir et les obstacles financiers, administratifs, culturels ou pratiques (transport, par exemple) rendent l'exercice de ce droit aléatoire. Certains enfants ou familles doivent régulièrement changer de centre d'accueil, et donc d'école, en fonction de l'évolution de leur procédure, au détriment de leur besoin de stabilité, de sécurité et de continuité. Ils vivent dans un stress permanent.

L'école devrait être un sanctuaire. En particulier pour tous ces enfants qui ont connu la guerre avec parfois même des attaques sur leur école, qui ont subi de nombreuses formes de traumatismes, y compris pendant leur trajet migratoire. Mais l'actualité montre que ce n'est pas toujours le cas dans notre pays ; les jeunes migrants sont séparés des autres enfants dans ces classes d'accueil, ce qui ne facilite pas leur intégration mais crée une distance, du rejet ou de la discrimination. L'exemple le plus marquant étant cette école en Flandre où un groupe d'élèves a créé un groupe secret sur Facebook qui visait à attaquer les élèves fréquentant l'OKAN !

Malgré tout, la majorité des enfants migrants aiment l'école. Elle les aide à se (re)construire. Et c'est ce qu'il faut garantir à chacun d'entre eux.

1. Voir le Memorandum de la Plate-forme Mineurs en exil en vue des élections du 26 mai 2019, sur www.mineursenexil.be

Le Ligueur et le Ciré ont uni leurs forces pour vous offrir ce supplément. Sur six numéros, une fois par mois, nous consacrons huit pages au quotidien des enfants migrants et à leur actualité. Au programme ? Reportages, témoignages d'experts, infos pratiques. L'idée ? Vous apporter toutes les informations nécessaires, pour agir, pour contredire et bien sûr, pour pouvoir en parler avec vos enfants.

Coordination : Martine Vandemeulebroucke
 Rédaction : Pierre Jassogne, Julie Luong, Grégoire Comhaire
 Reportage photos : Alex Garrido
 Mise en page et infographies : Élise Debouny & Louise Laurent
 Impression : Corelio

Éditeur responsable : Sotieta Ngo, 80-82 rue du Vivier, 1050 Bruxelles.

Avec le soutien de la Cocof (Commission communautaire française), de la Fédération Wallonie-Bruxelles (service de l'éducation permanente).



L'école en temps d'exil

Parmi les milliers de migrants arrivant dans notre pays, on trouve de nombreuses familles avec enfants. Pour ces enfants aussi, l'école est obligatoire. Le droit à la scolarité s'applique, quel que soit le statut administratif des parents. Vecteur d'intégration, la scolarité n'est pas forcément un parcours dénué d'embuche pour l'enfant migrant.

Par GRÉGOIRE COMHAIRE

Ils sont des dizaines de milliers à arriver chaque année dans notre pays. Certains fuient la guerre ou des persécutions de toutes sortes. D'autres sont simplement en quête d'une vie meilleure. Le voyage qui les a mené jusqu'ici a parfois été périlleux. Le parcours pour obtenir des papiers ne l'est pas moins !

Demandeurs d'asile, migrants... Quelle que soit leur histoire, ces hommes et ces femmes ont en commun l'exil et la difficulté de repartir de zéro dans un pays étranger dont ils ignorent le plus souvent la langue et les coutumes. Certains arrivent chez nous en famille avec des enfants. Pour ces derniers, l'intégration passe en partie par l'école, un lieu d'apprentissage et de socialisation fondamentale.

Si les règles qui régissent l'accès au territoire relèvent de la souveraineté des États, la scolarité – elle – est un droit fondamental pour chaque enfant. Il est garanti comme tel par plusieurs conventions internationales. Quelle que soit la situation administrative des parents, l'enfant migrant est donc soumis à l'école obligatoire et bénéficie du droit à l'inscription dans un établissement scolaire comme n'importe quel autre enfant belge.

Classes passerelles

Pour aider à l'intégration des enfants primo-arrivants, un décret de 2012 a mis en place des dispositifs d'accueil et de scolarisation spécifiques : les DASPA. Pour pouvoir y être admis, il faut être âgé de moins de 18 ans et se trouver en Belgique depuis moins d'un an. Les « Daspa » sont des classes passerelles, organisées au niveau fondamental et au niveau secondaire, où l'élève peut être scolarisé pour une durée de 18 mois maximum.

D'après les chiffres fournis par la Fédération Wallonie-Bruxelles, il y aurait actuellement 36 Daspa dans l'enseignement fondamental et 43 dans l'enseignement secondaire, scolarisant respectivement 444 et 1621 élèves.

Dans les couloirs de l'Institut Saint Jean-Baptiste-Sainte Trinité à Bruxelles.



Les élèves sont repartis en différentes classes, en fonction de leur niveau d'alphabétisation et de leur bagage scolaire. Au Daspa du campus Saint-Jean de Molenbeek, par exemple, quatre classes sont actuellement organisées pour environ 50 élèves. Chaque classe correspond à un niveau qui commence à « aucun bagage scolaire ».

L'âge des élèves, et l'homogénéité du groupe, peuvent considérablement varier d'une année à l'autre, explique Charlotte Bellière, professeur au Daspa du Campus Saint-Jean. En classe d'alphabétisation par



Témoignage

Une école qui respecte le rythme et l'histoire de l'enfant

“

Ils s'appellent Thomas, Gustavo ou Leonardo¹. Ils viennent du monde entier : du Portugal, tout proche, au Ghana, en passant par le Brésil ou la Moldavie. Ils font partie d'une des trois classes DASPA (dispositif d'accueil et de scolarisation des primo-arrivants) de l'Institut Saint Jean-Baptiste-Sainte Trinité à Bruxelles.

Par PIERRE JASSOGNE

Marine Warnand, l'enseignante, appelle les élèves les uns après les autres au tableau pour compléter la liste des ingrédients de la soupe au potiron. Outre le vocabulaire, l'objectif est d'apprendre l'usage de l'impératif. Leonardo, 16 ans, originaire de Porto, est le premier à s'y coller. L'adolescent est arrivé en septembre dernier en Belgique. En quelques mois à peine, il a fait d'énormes progrès en français. *Ce n'est pas très facile.*

Surtout la conjugaison, reconnaît-il. Avant de venir, je ne connaissais aucun mot. J'ai tout découvert grâce à ces cours. Les exercices sont adaptés à nos besoins pour maîtriser les règles du français rapidement. A ses côtés, il y a le jeune Thomas, 13 ans. Originaire du Ghana, le garçon est arrivé dans la classe à la rentrée. Lui non plus ne connaissait pas le français avant de venir. *Chaque élève avance à son rythme, et c'est très bien. Comme la classe compte des enfants de tous les âges, on peut s'aider les uns les autres, en fonction de nos capacités*

exemple, il y a des élèves de 12 à 18 ans. Dans la classe supérieure, le groupe est plus homogène au niveau des âges.

Le profil et l'histoire personnelle des élèves varient

également considérablement. Dans chacune des classes, on trouve beaucoup de nationalités différentes : des jeunes Roumains, des Afghans, des Africains, sans oublier les Syriens... Leur arrivée, au plus fort de la crise des migrants, a bouleversé les enseignants. *On a vu arriver des fantômes en classe* raconte Charlotte Bellière. *Le traumatisme qu'ils avaient vécu était tel qu'il était quasiment impossible de leur apprendre quoi que ce soit au début.* L'équipe pédagogique a dû s'adapter. Tout est souvent affaire d'adaptation d'ailleurs, surtout quand on est loin de toute structure adéquate pour faire face à ce type de situation.

À l'école du village

Quand il n'y a pas assez d'élèves pour mettre sur pied un Daspa, les enfants primo-arrivants sont intégrés dans les classes

“ On voit des élèves s'endormir en classe parce qu'ils vivent nombreux dans des espaces minuscules ”
Julie Dock Gadisseur

classiques. A l'école du village d'Erezée, petite commune ardennaise proche de Hotton et de Durbuy, on connaît cette situation depuis vingt ans maintenant. Depuis novembre 1998, l'ancien centre de revalidation des Mutualités socialistes a été reconverti en centre

d'accueil pour demandeurs d'asile. Le centre en accueille une quarantaine. Essentiellement des familles avec enfants, lesquels sont scolarisés dans la petite école du village, un modeste établissement du réseau libre qui compte à peine 70 enfants : 30 en maternelles et 40 en primaire.

On avait chaque année 3 ou 4 enfants venus du centre, raconte Dominique Bastogne, institutrice à l'école du village d'Erezée jusqu'à sa retraite en 2016. Des enfants de passage, qui ne restent généralement que quelques mois, le temps que la procédure d'asile de la famille soit examinée par le CGRA, à Bruxelles. Au début, les procédures étaient beaucoup plus longues. Les enfants restaient parfois pendant plusieurs années scolaires. *On a jamais vraiment été outillé pour les accueillir,* raconte-t-elle. Pas de formation en français langue étrangère. Pas de formation pédagogique spécifique pour encadrer ces enfants. *On s'est toujours débrouillé comme on le pouvait. Et le plus souvent, ça s'est très bien passé.*

Parmi tous les enfants passés par l'école, Dominique Bastogne se souvient d'un cas en particulier. Une petite fille congolaise, débarquée à Erezée à l'âge de cinq ans en compagnie d'une tante. *On a vite compris qu'il s'agissait d'un enfant passeport (une petite fille volée*

et de nos connaissances. Et pas seulement en français. On apprend aussi les bases en mathématiques ou en sciences. Il y a même un cours sur la citoyenneté et la Belgique. Tout cela est très utile.

Penser à l'avenir, aux futures études

C'est important de venir dans une telle classe, même si ce n'est pas toujours facile de se mettre à niveau. Il faut beaucoup travailler, mais cela nous permettra de rejoindre d'ici quelques mois une classe de secondaire comme n'importe quel enfant, confie Gustavo, 13 ans et originaire du Brésil. Comme Leonardo et Thomas, il suit les cours depuis septembre. *Sans cet accompagnement, je serais tout à fait perdu.* Un témoignage qui reviendra fréquemment dans la bouche des différents élèves de la classe. *C'est vraiment une aide précieuse pour continuer d'avoir confiance en nous alors qu'on débarque dans un pays étranger, sans connaître sa langue,* ajoute Leonardo. *Cela permet même de penser à l'avenir, à de futures études,* poursuit l'adolescent qui rêve de devenir informaticien.

Voilà quelques mois encore, Bogdan était sur les bancs de cette classe. Ce jeune garçon de 15 ans, originaire de Moldavie, est désormais en troisième secondaire. *Je viens me perfectionner avec les autres élèves quand je n'ai pas cours. Si j'avais été dans une classe normale dès mon arrivée en Belgique, je n'aurais rien compris et sans doute, sans cette aide, j'aurais été poussé à l'échec. Dans cette classe, j'ai énormément appris, et très vite. Puis, je*

me retrouve avec des enfants du monde entier, ce qui permet d'ouvrir ses horizons, raconte-t-il.

Si le dispositif rencontre un tel enthousiasme auprès des élèves, il est également de mise auprès de leur enseignante, Marine Warnand. Depuis la mise en place du Daspa en 2012 au sein de l'école, trois niveaux d'enseignement pour accompagner les primo-arrivants sont prévus : le premier est destiné à l'apprentissage des bases en français, les deux autres préparent les jeunes à rejoindre les classes des niveaux inférieurs ou supérieurs de l'enseignement secondaire. En tout, une quarantaine d'enfants sont accompagnés. *Un tel cadre permet de prendre le temps de répondre aux besoins des élèves, en les suivant à leur rythme dans l'acquisition des savoirs,* explique Marine Warnand. *L'objectif premier étant de donner à l'enfant les bases du français à l'écrit et à l'oral pour suivre les cours normalement à la fin du dispositif dont la durée peut varier d'un enfant à un autre, entre quelques semaines et plusieurs mois.* Aux yeux de l'enseignante l'avantage du Daspa est que l'élève se sent véritablement accueilli. *C'est très important de l'intégrer dans une structure scolaire qui respecte son parcours, son histoire, ses difficultés.*

1. Les prénoms ont été modifiés

”



pour faciliter le passage en Belgique d'un adulte). Cette fillette avait manifestement grandi dans la rue. Elle a mis du temps à comprendre qu'elle était en sécurité ici et au début, elle volait tout ce qu'elle trouvait autour d'elle. Quand elle a finalement compris que personne ne lui voulait de mal, elle a radicalement changé. Cette histoire nous a tous beaucoup touchés.

Si certains enfants ont connu la guerre, ou ont été témoins d'événements atroces avant leur arrivée en

Belgique, les enseignants sont peu au courant de ces choses là. Parfois, on voit passer un dessin qui nous interpelle. Mais généralement, on ne connaît pas vraiment leur histoire personnelle, poursuit

Dominique Bastogne. Les enfants migrants n'ont d'ailleurs pas le monopole des histoires tragiques. Parmi les élèves belges, il y a parfois des enfants maltraités, ou abandonnés. Dans cette région où tout le monde se connaît, les enseignants sont plus facilement au courant de ces histoires-là.

D'une manière générale, la présence du centre a été un plus pour notre école, pense Dominique Bastogne. Pour les enfants du village, la confrontation avec d'autres cultures est une richesse. Et à cet âge-là, on ne pose pas trop de questions sur l'origine. Le mélange entre les enfants s'opère très bien. Le départ de ces camarades de passage donne parfois lieu à des adieux déchirants. Surtout quand il a lieu à la suite d'un refus de demande d'asile. Partout en Belgique, il arrive régulièrement que des enfants se retrouvent sans-papiers au cours de leur scolarité.

De la scolarité à la clandestinité

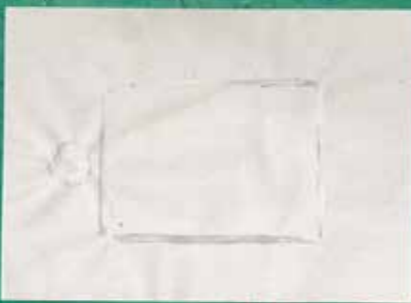
Si le droit à la scolarité perdure lorsqu'on est sous le coup d'un ordre de quitter le territoire, l'école n'est pas pour autant un havre de paix pour l'élève sans papiers. Tant que l'enfant est mineur, les frais de scolarité sont pris en charge, explique Julie Dock Gadisseur, enseignante au Daspa du campus Saint-Jean. Mais dès qu'il atteint 18 ans, il doit payer un minerval de plusieurs centaines d'euros s'il veut poursuivre sa scolarité.

La situation se produit fréquemment. Beaucoup d'élèves sans-papiers sont ainsi contraints d'abandonner leur scolarité avant terme faute de titre de séjour. L'imbroglio administratif dans lequel se trouve leur famille a souvent un impact considérable sur leur scolarité. La précarité de leur situation aussi. Les enseignants sont en première ligne pour en faire le constat. On voit des élèves qui s'endorment en classe, parce qu'ils vivent nombreux dans des espaces minuscules où ils ne peuvent pas se reposer. Régulariser sa situation relève souvent du parcours du combattant. La précarité d'une situation de clandestinité empêche ces enfants d'avoir une scolarité sereine.

Pour l'heure, le personnel des Daspa craint de voir ces classes passerelles fermées par le pouvoir politique. Le projet d'intégrer directement les enfants primo-arrivants dans les classes traditionnelles est dans les tiroirs. Nombreux sont pourtant les élèves qui après 18 mois vécus en Daspa, éprouvent de grandes difficultés à poursuivre une scolarité normale, tant le temps passé dans ces sas de décompression est court. ◆

“ Avec les enfants syriens on a vu arriver des fantômes en classe ”

Charlotte Bellière



Ces cartons sont utilisés par les élèves de la Petite École pour exprimer leur état d'esprit (Je suis en colère - J'ai envie d'être à la maison - Je suis content qu'on soit ensemble - J'ai envie de dormir).

Située à Bruxelles et à Molenbeek, la Petite École est un lieu d'accueil entre l'arrivée en Belgique et l'école pour les enfants réfugiés entre 6 et 14 ans. L'objectif est de permettre à des enfants traumatisés par l'exil d'entamer un parcours scolaire apaisé en leur donnant confiance et en leur apprenant à vivre ensemble.

“ Certains gosses ont le feu sacré ”

L'Institut Saint-Laurent accueille aujourd'hui quelque 40 élèves DASPA. Pratiquement, comment travaillez-vous ?

Les élèves sont répartis en trois



classes, selon leur niveau de français. L'objectif est de favoriser leur intégration dans une classe traditionnelle. Normalement, le DASPA comporte des heures de français, de mathé-

matique, d'histoire et de géographie, mais en réalité, tout devient un cours de français. Il faut d'abord apprendre à prononcer un « o » ou un « u » avant de faire de la géo... Depuis que nous sommes passés de 10 à 40 élèves, en devenant école siège (ndlr : une école siège a la possibilité de déléguer l'organisation d'une classe à un autre établissement), nous avons développé autant que possible le travail en équipe, avec plusieurs professeurs qui interviennent dans les différentes classes. À plusieurs moments de l'année, on se réunit, on discute. Jamais une décision n'est prise de manière unilatérale. Ce travail de coordination est essentiel pour les élèves, mais aussi pour les professeurs.

Être demandeur d'asile, avoir moins de dix-huit ans... Comment les jeunes correspondant aux critères DASPA arrivent-ils jusqu'à vous ?

Ce sont des jeunes qui peuvent être en centre d'accueil mais qui sont parfois isolés, en autonomie ou quasi autonomie. Certains viennent amenés par un tuteur, une personne référente, mais parfois aussi par un voisin. Ils doivent être demandeurs d'asile, mais comme on le sait, les critères en vigueur sont en Belgique soumis à de fréquentes modifications...

Ces jeunes peuvent intégrer le dispositif pour une durée de 12 à 18 mois maximum. Que se passe-t-il ensuite ?

Quand ils arrivent au bout du parcours, ils doivent intégrer une classe traditionnelle. Mais leur niveau de français ne leur permet en réalité jamais d'intégrer une classe qui correspondrait à leur âge... Et il est évidemment très compliqué d'envoyer un Afghan de 18 ans et demi dans une classe de première secondaire. Saint-Laurent est une école technique et professionnelle, mais cela ne rend pas les choses plus abordables. Si vous mettez un gamin devant une machine dangereuse

Charles Wauters est coordinateur des classes DASPA (dispositif d'accueil et de scolarisation des élèves primo-arrivants) à l'Institut Saint-Laurent de Liège. Au-delà de la diversité des élèves, il pointe la nécessaire réflexion sur l'apprentissage coordonné du français, mais aussi sur l'« après » DASPA.

Par JULIE LUONG

et qu'il ne comprend pas correctement les instructions, c'est d'autant plus grave. Bien sûr, il y a des élèves qui sortent du circuit bien avant. Même sans considérer ce qu'ils ont vécu de traumatique – et qui est énorme –, il ne faut pas oublier qu'on s'adresse à des jeunes qui ne vivent pas dans la sécurité. En 48 heures, ces gamins peuvent être transférés à Bruxelles parce que l'Agence fédérale pour l'Asile (Fedasil) l'a décidé.

“ Nous devons comprendre que certains veulent s'en sortir autrement qu'avec un diplôme ”

Ces jeunes ont-ils des projets d'avenir ?

Certains arrivent sans projet, en étant assez défaitistes par rapport à leur futur. D'autres, au contraire, arrivent avec une idée préconçue, généralement celle que leurs parents leur ont mise en tête. Une jeune fille, par exemple, veut devenir pharmacienne dans un délai de 4 à 5 ans, alors qu'elle arrive avec un bagage en français de niveau 3e primaire... Moi, je dois lui expliquer que c'est rigoureusement impossible dans ce délai, pendant

que son père, qui ne comprend pas un mot de français, est assis à côté d'elle et n'en démord pas. D'autres ont la chance de ne pas s'être vu imposer dès le départ une telle trajectoire et se donnent les moyens de se voir évoluer, d'observer, de peser le pour et le contre. Ce sont les cas qui me rendent le plus optimiste. Au sein des DASPA, nous accueillons des gamins et des gamines qui relèvent clairement du général. On le voit dans leurs yeux, dans leur manière de comprendre. Et ce sont des gosses qui en veulent : beaucoup ont vu des choses horribles et certains ont le feu sacré. Avec un moteur comme celui-là, on peut déplacer des montagnes. Mais nous avons aussi des jeunes de 17 ou 18 ans, qui ont un niveau de français proche du zéro et qui savent très bien que la nécessité de leur intégration en Belgique ou en Europe ne passe pas par l'école. Il y a aussi ceux qui viennent parce qu'on les oblige, parce que l'obtention de leurs papiers dépend de cette scolarisation : ils viennent cachetonner,

ils le savent et on le sait. Or, c'est aussi une dimension essentielle dans notre boulot : être capable de réfléchir autrement qu'avec nos schémas habituels, comprendre qu'ils veulent s'en sortir autrement qu'avec un bon diplôme.

Quelles sont, à votre avis, les principales limites du dispositif ?

La pire chose qui puisse arriver, c'est qu'on accueille les migrants et qu'on ne s'en occupe pas. Le DASPA, c'est déjà une réponse et c'est bien. Mais je pense qu'il y aurait intérêt à créer une école de français unique. Il y a quelques années, nous travaillions avec des populations socio-économiquement très défavorisées. Mais en très peu de temps, le problème des primo-arrivants a pris toute la place. Or il y a quelque chose d'absurde à proposer un cours de français pour Afghans, l'autre pour Sérésiens défavorisés et un troisième pour Rwandais, simplement parce qu'ils n'entrent pas dans les mêmes critères.

“ Pour enseigner dans un Daspa, il faut de la bienveillance puissance mille ”

Quelles sont les qualités essentielles pour enseigner en DASPA ?

Il faut de la bienveillance puissance mille. Il faut de l'amour. Nous avons une immense responsabilité, car la plupart des élèves ont été confrontés à des rapports hiérarchiques extrêmement violents : un passeur, un douanier, etc. Il faut leur montrer qu'ici, on est dans autre chose : que ce n'est pas parce qu'on leur apprend la langue qu'ils doivent nous renvoyer la peur. L'autre nécessité, c'est la douceur. Quand je recadre un élève, je sais que j'ai un délai de trois à quatre minutes maximum pour aller le rechercher avec de la douceur, sinon je le perds. ◆

Les punaises sur la carte indiquent les différents pays dont sont originaires les élèves Daspa de l'Institut Saint Jean-Baptiste-Sainte Trinité à Bruxelles.

